



HAL
open science

Revisiter les dimensions économiques de la désintégration de la Yougoslavie

Nebojša Vukadinović

► **To cite this version:**

Nebojša Vukadinović. Revisiter les dimensions économiques de la désintégration de la Yougoslavie. 2023. hal-04408186

HAL Id: hal-04408186

<https://hal.science/hal-04408186>

Submitted on 24 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

REVISITER LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES DE LA DÉSINTÉGRATION DE LA YOUGOSLAVIE

Peu d'auteurs se sont penchés sur les dimensions économiques de la désintégration de la Yougoslavie. En France, les travaux de Catherine Samary¹⁸⁵, de Michel Drouet¹⁸⁶ et de Nebojsa Vukadinovic¹⁸⁷ ont permis d'interroger les évolutions économiques des années 1980 et 1990 dans l'espace yougoslave. Aux États-Unis, Susan Woodward¹⁸⁸ a souligné l'importance de la dimension économique dans la désintégration de la Yougoslavie. Les travaux de Rastko Mocnik permettent également de repenser les conflits yougoslaves dans le cadre des transformations du postcommunisme.

Malgré ces recherches, trente ans après la désintégration de la Yougoslavie, les fondements économiques des crises des années 1990 dans l'espace yougoslave restent peu étudiés. Il s'avère pourtant nécessaire d'analyser les dimensions économiques sous-jacentes aux conflits de cette période, tout en interrogeant les mutations de l'après-guerre des années 1990. Quelle est la nature des transformations économiques liées à la sortie du communisme ? Celles-ci ont-elles contribué aux conflits yougoslaves ? Quelles formes de capitalisme dans les États post-yougoslaves de nos jours ? Peut-on parler de capitalisme dépendant

aujourd'hui dans l'espace post-yougoslave ?

I – L'héritage économique de la Yougoslavie : un cas à part en Europe de l'Est

L'économiste Branko Horvat¹⁸⁹ propose un découpage chronologique du développement économique yougoslave par périodes allant de 1945 à 1988 (phase A), comme présenté dans le tableau ci-dessous. À partir du début de l'année 1990, débute la stabilisation macroéconomique et la transition vers l'économie de marché, tel que fut le cas dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Puis, à partir de 1991, la Serbie, au même titre que les autres pays issus de la fédération, rentre dans une période post-yougoslave (phase B).

La phase après 1945 est celle de la reconstruction d'après-guerre. On assiste pendant cette première période à une croissance du PIB par habitant de 40 %. Entre 1945 et 1951¹⁹⁰, le processus de reconstruction s'étalera sur plusieurs décennies. Dans ce contexte, après 1951, on assiste à l'introduction et au développement de l'autogestion¹⁹¹. La période des années 1960 est marquée par des mesures de libéralisations radicales qui ont été instaurées en 1961 et 1965, principalement « dans le sens d'une augmentation de l'autonomie des

¹⁸⁵ C. Samary, « Réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transition. Rapports de propriété, État et salariat », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n° 1-2, 2004 (numéro spécial, *Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro*, sous la dir. de M. Morokvasic et N. Vukadinovic), p. 117-156.

¹⁸⁶ M. Drouet, « Serbie : quelle transition économique après une décennie de sanctions et de guerre ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n° 1-2, 2004 (numéro spécial, *Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro*, sous la dir. de M. Morokvasic et N. Vukadinovic), p. 85-115.

¹⁸⁷ N. Vukadinovic, *Transitions, désintégrations, reconstructions dans l'espace yougoslave 1980-1999*, Éditions ANRT, 2006, 790 p.

¹⁸⁸ S. Woodward, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War*, Brookings Institution Press, 1995, 556 p.

¹⁸⁹ Branko Horvat est un économiste connu au niveau international. Ses positions en faveur du maintien de la Yougoslavie à l'heure de la désintégration de celle-ci ont eu pour conséquence la marginalisation de ses travaux en Croatie.

¹⁹⁰ Voir :

https://yuhistorija.com/serbian/ekonomija_txt01.html.

¹⁹¹ C. Samary, *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, Éditions La Brèche Publisud, 1988, 331 p.

« entreprises »¹⁹². En effet, les réformes¹⁹³ de l'organisation du système autogestionnaire prévoyaient que les décisions sur les investissements devaient se prendre au niveau des OTA (Organisations de travail associées) pour réduire leur dépendance des banques et éviter par ce biais leur endettement. Mais en 1968, les investissements étaient toujours majoritairement financés par les banques.

En outre, les salaires ne cessaient d'augmenter, provoquant des pressions

inflationnistes. En 1967, les rachats et les fusions d'entreprises sont autorisés dans le secteur autogéré¹⁹⁴. Ceci aura pour conséquence une tendance à l'apparition de monopoles. Par ailleurs, les investissements directs étrangers (à moins de 50 %) sont autorisés à partir de 1968, ainsi que la création de petites entreprises privées, principalement dans le tourisme et le commerce.

Tableau 1 : Périodes de développement économique de la Yougoslavie socialiste (RSFY) (1945-1990) puis après le début de la transition et la désintégration de la RSFY (1990-2021)

Phase		Périodes économiques	Dates
A	a	L'étatisme ou l'économie dirigée	1945-1951
	b	L'âge d'or : la période de l'autogestion	1952-1964
	c	La période transitoire : la libéralisation économique et la démocratisation politique	1965-1971
	d	L'étatisme polycentrique ou l'économie contractuelle	1972-1987
	e	Le nationalisme	1988 – ... » ² .
B	f	Stabilisation macroéconomique et « transition bloquée » ³ en économie autarcique	1990-2001
	g	Stabilisation macroéconomique, réformes structurelles et réinsertion internationale	2001-2012
	h	Stabilisation macroéconomique, réformes structurelles et intégration à l'UE	2012-2021

La période des années 1960 est toujours marquée par une croissance du PIB par habitant qui va durer jusqu'en 1979 « atteignant une augmentation par 5 entre 1951 et 1979 »¹⁹⁵. Durant toute cette période, le modèle autogestionnaire fonctionne, mais des dysfonctionnements apparaissent. Selon Wladimir Andreff, le système d'autogestion engendre « deux

dysfonctionnements spécifiques, et non des moins gênants, qui le condamnent à terme sur le plan de l'efficacité économique : il crée systématiquement du chômage et de l'inflation »¹⁹⁶.

¹⁹² D. Bilandžić, *Certains aspects du système yougoslave d'autogestion*, Belgrade, Medjunarodna politika, 1968, 63 p.

¹⁹³ S. Carić, J. O. Stanojević, *Privredno i radno pravo. Pravni položaj privrednih organizacija* [Le droit économique et le droit du travail. Le droit des organisations économiques], Novi Sad, Visoka škola za organizaciju rada, 1968, 201 p.

¹⁹⁴ V. Bakarić, *Aktuelni problemi sadašnje etape revolucije* [Les problèmes actuels de l'étape de la révolution], Zagreb, Stvarnost, 1967, 366 p.

¹⁹⁵ Op. cit. : https://yuhistorija.com/serbian/ekonomija_txt01.html.

¹⁹⁶ W. Andreff, *La crise des économies socialistes, la rupture d'un système*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, p. 183.

ovlatse Certains économistes, comme Branko Horvat¹⁹⁷ ou Aleksander Bajt, Professeur à l'Université de Ljubljana, étaient conscients, dans les années 1970, de l'interaction entre autogestion, chômage et inflation. Le cercle vicieux qui s'était mis en place peut être décrit de la façon suivante : les revenus des entreprises étant répartis entre ceux qui y travaillent, une nouvelle « embauche n'est collectivement avantageuse que si sa productivité au travail est nettement supérieure à la productivité moyenne du collectif »¹⁹⁸.

Comme les entreprises sont en situation de monopole sur leur marché, elles vont agir sur les prix. Cette situation pousse, d'une part, les entreprises à embaucher peu et, d'autre part, à augmenter les prix pour accroître leurs recettes et par là même leurs revenus. La période de « l'étatisme polycentrique ou l'économie contractuelle », caractéristique des années 1970 et 1980, est marquée par le développement des relations contractuelles entre les structures autogérées dans les entreprises.

Après la mort de Josip Broz Tito¹⁹⁹ en 1980, on assiste à des tentatives de réformes du système politique et économique, à la montée des nationalismes, mais aussi à la stagnation économique. Les « rapports institutionnels économiques entre les républiques, la Fédération et les communes »²⁰⁰ de 1945 à 1990 pouvaient fonctionner, car la Ligue des communistes permettait de maintenir la cohésion, une centralisation politique

dans un système largement décentralisé, mais elles auront des conséquences négatives sur l'environnement²⁰¹.

En effet, malgré la mise en place de l'autogestion, on assiste à une utilisation intensive des ressources naturelles. Comme dans les pays d'Europe occidentale, le charbon est très largement utilisé durant la décennie des années 1950. Mais à la différence de certains pays de l'Europe occidentale, qui diminuent la production de charbon en faisant le choix du nucléaire dans les années 1970, la Yougoslavie va rester sur une ligne d'exploitation des ressources énergétiques traditionnelles aux conséquences néfastes sur l'environnement.

À la classification de Branko Horvat, il est nécessaire de rajouter d'autres périodes pour comprendre l'évolution du développement économique des pays issus de l'ex-Yougoslavie après la désintégration de celle-ci jusqu'à nos jours (Phase B, de 1990 à 2021) comme présentées dans le tableau ci-dessus.

II – De la crise économique à la sortie du communisme par la guerre

Dans son ouvrage *Sociologie des crises politiques*, Michel Dobry esquisse la définition suivante de cette notion : « Processus sociaux aboutissant, ou susceptibles d'aboutir, à des ruptures dans le fonctionnement des institutions politiques, pas nécessairement légitimes, propres à un système social et paraissant

¹⁹⁷ B. Horvat, *Lutanja jugoslovenske privrede*, op. cit., p. 550-565.

¹⁹⁸ W. Andreff, op. cit., p. 183. L'auteur ajoute : « (...) On voit que le problème consiste à maximiser la différence entre la recette moyenne de l'entreprise et le coût moyen par tête. Il est clair que l'entreprise ne cherchera pas à accroître sa main-d'œuvre, sauf si une nouvelle embauche accroît la productivité moyenne, c'est-à-dire si la productivité marginale de la nouvelle recrue est supérieure à la productivité moyenne des travailleurs déjà présents dans l'entreprise. C'est la seule stratégie envisageable à court terme, si le prix est donné par un marché concurrentiel. En revanche, si, comme c'était le cas en Yougoslavie, les entreprises sont en situation de

quasi-monopole sur leur marché, elles sont en mesure de faire jouer la variable prix. La maximisation du revenu par tête est alors particulièrement inflationniste à court terme, le conseil ouvrier étant tenté d'augmenter les prix pour faire croître les recettes de l'entreprise et le revenu moyen par tête ».

¹⁹⁹ Josip Broz Tito est mort le 4 mai 1980.

²⁰⁰ Voir L. Durovski, *The Commune and the communal system of Yugoslavia, 1941-1978*, Skopje, Institut za sociološka i političko-pravna istraživanja, 1981, 658 p.

²⁰¹ Voir H. Petrić, I. Zebec Sij, *Environmentalism in Central and South-Eastern Europe: Historical perspectives*, Editions Lexington Books, 2017, 304 p.

On menacer la persistance de ces institutions. On s'attachera, en d'autres termes, à des phénomènes perçus et analysés, autant d'ailleurs par les acteurs mêmes des crises que par leurs observateurs "externes", en tant que discontinuités intervenant dans le flux "normal" des routines ou des échanges politiques »²⁰².

Dans le cas des États des Balkans occidentaux, les ruptures ont été visibles lors de l'éclatement des crises économiques (inflation, chômage) ou des crises politiques (crise du système communiste des années 1980/1990, conflits des années 1990, recomposition des échiquiers politiques de 1990 à 2020). Les dimensions économiques de l'avant, pendant et après-guerre, ont très peu été étudiées. Pourtant, afin de cerner l'interaction entre les processus de recompositions nationales dans l'espace yougoslave à partir de 1989, il est nécessaire de cerner les processus de désintégration de la fédération yougoslave, non seulement sous l'angle de la création de nouveaux États-nations dans la région, mais aussi sous l'angle des interactions entre les politiques économiques qui ont été menées depuis le début des années 1990 jusqu'à nos jours.

Ainsi, les transformations économiques mises en œuvre, dans un premier temps, par le programme de stabilisation macroéconomique au début du mois de janvier 1990 ont largement précédé la dislocation de la fédération yougoslave. Pourtant, les liens visibles entre la stabilisation macroéconomique de cette époque et l'émergence des conflits, ou autrement dit entre les aspects économiques et les impacts politiques des transformations du système communiste sont pratiquement passés inaperçus dans le domaine de la recherche.

Depuis trois décennies, les transformations des États sont directement liées à la formation de systèmes capitalistes

dont la nature et les spécificités restent très peu étudiées. Par ailleurs, la crise économique qui précédait les élections libres du début des années 1990 a-t-elle accéléré le processus de désintégration politique ? Il est tentant de répondre par l'affirmative à cette question, puisque la crise économique yougoslave était présente depuis longtemps et la population avait majoritairement perdu confiance dans le pouvoir politique communiste depuis la mort de Josip Broz Tito, en 1981. Mais comment expliquer alors le déclenchement de la guerre en Yougoslavie, au moment même où la situation économique semblait s'améliorer et où la transition portait ses fruits en 1990 : les salaires atteignant alors des niveaux proches de ceux de l'Espagne ou de la Grèce, avec une inflation entièrement maîtrisée, si ce n'est par le primat du politique ?

Lorsque Françoise Perrot et Georges Sokoloff analysent, en 1971, le système yougoslave, ils décèlent les nombreuses failles sur lesquelles il repose. La première réside, selon eux, dans la conception même du développement économique qui est considéré avant tout comme un « instrument d'intégration sociale ».

En effet, il a permis entre 1950 et 1971 d'améliorer les conditions de vie d'une population très éprouvée au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Mais le développement économique est, dans le cas yougoslave, bien plus que cela. Il est devenu le symbole de la réussite d'une forme originale de socialisme face au bloc soviétique. Le « socialisme réel était à la fois non démocratique et inefficace », écrit Juddy Batt. Ainsi, l'idée d'un « socialisme de marché » selon laquelle « le marché serait indépendant de la propriété privée » et qu'il serait « compatible avec le socialisme »²⁰³ a fait son chemin et fut appliquée en Yougoslavie.

²⁰² M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, p. 14.

²⁰³ J. Batt, *Economy Reform and Political Change in Eastern Europe. A Comparison of the Czechoslovak*

La réussite d'un tel modèle permettait également de faire passer au second plan les questions nationales²⁰⁴. L'économie était donc considérée comme un facteur de légitimité du « yougoslavisme titiste ». Toutefois, avec la crise économique du début des années 1970, les républiques du Nord commencent à remettre en question les fondements sur lesquels repose le développement économique du pays et pointent principalement du doigt le système de répartition des fonds attribués aux régions peu développées du Sud, au risque de faire ressurgir les « vieux antagonismes politiques ». La stabilité du système, tout comme les risques de sa déstabilisation, reposent ainsi sur l'imbrication des dimensions politiques et économiques.

Entre les premières crises des années 1970 et celles de 1989, les fissurations du système seront de plus en plus visibles. Cependant, une réforme en profondeur du système économique n'est pas envisageable. Pour éliminer les causes des déséquilibres sous-jacents, il aurait fallu abandonner l'autogestion et la répartition des revenus régionaux entre le Nord et le Sud. Ceci étant contradictoire avec les principes du « yougoslavisme titiste », le système perdure jusqu'en 1989.

Cette année-là, il est question de mettre en œuvre un programme de transition économique comme dans les autres pays de l'Europe de l'Est²⁰⁵, comportant deux

volets : une stabilisation macroéconomique pour lutter contre l'inflation et des réformes structurelles afin de procéder à une transition plus profonde²⁰⁶. Influencée directement par les travaux de Jeffrey Sachs²⁰⁷ et de Michaël Bruno²⁰⁸, l'originalité du programme de stabilisation d'Ante Markovic²⁰⁹, Premier ministre yougoslave (Président du Conseil exécutif fédéral) en 1989, réside dans l'amorce des transformations radicales.

Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, il ne fut question d'accepter l'abandon de l'autogestion. Pourtant, les crises économiques et financières des années 1970 et 1980 annonçaient qu'il n'était plus possible de continuer dans la même voie et le programme de transition économique était censé marquer la fin de ces périodes. Les profondes réformes économiques qui se mettent en place en 1989 ont lieu pratiquement à la même période que les premières élections multipartites dans les Républiques. C'est dire à quel point les effets de la « récession transformationnelle »²¹⁰ feront partie des discours politiques des nouveaux partis. Les pressions exercées sur le pouvoir fédéral seront ainsi de plus en plus virulentes.

and Hungarian Experiences, New York, St Martin's Press, 1988, p. 13.

²⁰⁴ B. Horvat, « Lutanja jugoslovenske privrede », *op. cit.*, p. 550-565.

²⁰⁵ W. Andreff, *La crise des économies socialistes, la rupture d'un système*, *op. cit.*, p. 183.

²⁰⁶ J. Kornai, *Du socialisme au capitalisme : l'exemple de la Hongrie*, Paris, Gallimard, 1990, 225 p.

²⁰⁷ J. Sachs, économiste, était professeur à l'Université de Harvard en 1989 et 1990, lors de la mise en œuvre des réformes économiques pour le passage du système socialiste au capitalisme dans les pays d'Europe de l'Est. Il a été conseiller économique pour plusieurs pays en Europe de l'Est.

²⁰⁸ M. Bruno, économiste, a été professeur à l'Université de Jérusalem.

²⁰⁹ A. Marković a été Président du Conseil exécutif fédéral yougoslave lorsque le programme de

stabilisation macroéconomique a été mis en place le 1^{er} janvier 1990.

²¹⁰ J. Kornai, *Vision and reality, market and State. Contradictions and dilemmas revisited*, New York, Harvester Wheatsheak, 1990, 260 p. ; J. Kornai, *La récession transformationnelle*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993. L'auteur précise : « En théorie, il y a deux façons de sortir de la récession : vers l'avant ou vers l'arrière. Vers l'arrière, signifie restaurer les anciennes structures de l'économie (...). La sortie vers l'avant, c'est essayer de surmonter les plus graves difficultés, en d'autres termes, faire disparaître les emplois inefficaces et faire tous les efforts nécessaires pour assurer le développement du secteur privé, la création de nouveaux emplois productifs, la mise en place des ajustements structurels nécessaires et le développement d'exportations rentables », p. 63.

III – Le programme macroéconomique d'Ante Marković et l'émergence des conflits

On peut donc s'apercevoir que la transition économique est appliquée dans un contexte politique particulièrement instable²¹¹ et peu propice à sa réussite¹⁰. Selon, les économistes Robert Boyer et Jacques Mistral, « seul le pouvoir politique peut et doit proposer certains axes stratégiques de recomposition des compromis institutionnalisés entre groupes sociaux et donc de restauration d'une cohérence dynamique entre transformation des conditions de production et des modes de vie »²¹².

Ce constat qui peut s'appliquer aux réformes dans le cadre des transformations politiques et économiques du postcommunisme peut nous servir d'argument afin de montrer les limites du pouvoir fédéral yougoslave. En effet, si celui-ci peut proposer en 1989 les « axes stratégiques de recomposition », il n'a pas les moyens de les mettre en œuvre. Selon Robert Boyer, « tout espace économique est socialement construit »²¹³.

Dans le cas yougoslave, cet « espace économique » va ainsi connaître une dynamique de déconstruction que l'article entend analyser. Le projet fédéral de réformes, connu sous le nom de « programme Marković », est similaire au « programme Balzerowicz », mis en place en Pologne au début de l'année 1990. Une des raisons rapidement avancées pour comprendre

la nécessité d'appliquer de tels programmes en Europe de l'Est était d'insister sur les effets de la dissolution du CAEM²¹⁴ et l'éclatement de l'Union soviétique.

Mais ce genre d'arguments n'était pas valable pour la Roumanie ou pour l'Albanie. Des auteurs comme Andrew Berg et Jeffrey Sachs²¹⁵ ont évoqué la thèse selon laquelle les économies postsocialistes étaient surindustrialisées. D'où la nécessité d'opérer un déplacement des ressources vers les services par une désindustrialisation. D'autres auteurs, comme Jan Winiecki²¹⁶, estimaient que la chute de la production était un état naturel, dans la mesure où il s'agissait de l'élimination de ce qui ne devait pas être.

Grzegorz W. Kolodko²¹⁷ a souligné pour sa part que les causes de la récession en économie postsocialiste étaient les suivantes : l'héritage de l'économie du socialisme réel ; les chocs extérieurs ; les effets de la sortie de l'économie de pénurie dans un contexte de stabilisation macroéconomique ; l'élimination des productions à valeur ajoutée négative par la limitation ou le retrait des subventions aux productions déficitaires, ainsi que par la libéralisation du commerce et l'ouverture de l'économie à la concurrence étrangère ; les problèmes liés à la politique économique, ou les erreurs commises en raison d'un mauvais enchaînement temporel des décisions et du blocage de la stabilisation macroéconomique.

Celle-ci n'a pratiquement pas fait l'objet de publications en France. Il

²¹¹ M. Diinkic, *Ekonomija destrukcije* [Économie de la destruction], Belgrade, Stubovikulture, 1995, 314 p.

²¹² R. Boyer, J. Mistral, *Accumulation, inflation, crises*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983, p. 276.

²¹³ R. Boyer, *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 131.

²¹⁴ CAEM = Conseil d'assistance économique mutuel.

²¹⁵ A. Berg, J. Sachs, "Structural Adjustment and International Trade in Eastern Europe: The Case of Poland", *Economy Policy*, avril 1992, p. 118-173.

²¹⁶ J. Winiecki, "Costs of Transition That Are Not Costs: On Non-Welfare-Reducing output", *Rivista di politica economica*, n° VI, 1991, p. 85.

²¹⁷ G. W. Kolodko, « Stabilisation, récession et croissance dans les économies postsocialistes », *Économie prospective internationale*, n° 51, 1992, p. 71-104.

Il s'avère donc nécessaire de revenir sur la stabilisation macroéconomique yougoslave à partir de laquelle a eu lieu le passage du système communiste autogestionnaire au système capitaliste. S'il existe une littérature abondante sur le programme de stabilisation macroéconomique polonais, appelé « Plan Balzerowitz », très peu de publications mentionnent le programme de stabilisation macroéconomique yougoslave, plus connu sous le nom de « Plan Marković ». Pourquoi un tel oubli ?

À première vue, les deux programmes étaient fort identiques, avec cependant quelques différences dans les politiques monétaires. La différence de taille résidait plutôt du côté institutionnel : dans un cas, il s'agissait d'un pays centralisé, dans l'autre, d'une fédération. Le « Plan Marković » a pourtant connu un succès au second semestre 1990, avant de déboucher finalement sur la guerre en 1991. Quels étaient les liens entre ces réformes économiques et les crises politiques qui ont mené à la guerre ?

Si la question peut paraître simple, les réponses sont d'une grande complexité. En effet, comprendre l'interaction entre ces réformes économiques et les dimensions politiques suppose la nécessité de comprendre non seulement les mécanismes économiques en œuvre, mais aussi les « réactions » et les « anticipations » des acteurs à différents niveaux. Un élément central se dégage ici et concerne la perception du temps à différents niveaux par les acteurs : organisations internationales qui demandaient la mise en œuvre des réformes, gouvernements en charge de les mettre en œuvre, entreprises, institutions et individus. Entre chaque niveau, on pouvait observer un décalage des temporalités, c'est-à-dire

des perceptions fondamentalement différentes du temps. Ces décalages ont formé des frictions des temporalités.

IV – L'économie de guerre et les transformations économiques du postcommunisme

Les guerres de 1991 à 1999 ont profondément marqué tous les pays issus de la fédération yougoslave, qui ont connu durant cette décennie une forte contraction de la production, des baisses importantes du PIB, avec la mise en place d'une économie de guerre, notamment en Bosnie-Herzégovine. En outre, la Serbie²¹⁸ est confrontée, à la différence des autres Républiques ex-yougoslaves, à des sanctions internationales durant cette décennie, contraignant les autorités à réorganiser la production interne faute d'approvisionnements extérieurs et de débouchés. Une économie en autarcie se met alors progressivement en place.

Robert Cooper précise : « L'application de sanctions n'est qu'une invitation faite à un pays pour qu'il change de comportement et leur levée peut représenter une bonne carte quand vient le moment de négocier. Mais ces sanctions font le plus souvent plus de mal à la population qu'à ses maîtres, qui sauront toujours s'épargner la moindre privation »²¹⁹. Ainsi, les sanctions ont principalement provoqué leurs contournements, l'apparition de trafics parmi lesquels de pétrole (avec la Roumanie), enrichissant les mafias locales et régionales. Elles ont aussi isolé le pays. Ces sanctions étaient totales et concernaient aussi la culture, contribuant à isoler les intellectuels, les artistes, les écrivains, les étudiants du reste du monde, ce qui renforçait paradoxalement le pouvoir de Slobodan Milošević.

²¹⁸ À ce sujet, voir la thèse de N. Vukadinovic, *op. cit.*

²¹⁹ R. Cooper, *La Fracture des nations, Ordre et chaos au XXI^e siècle*, Paris, Éditions Denoël, 2004, p. 145.

Dès la désintégration de la Yougoslavie, la RFY (Serbie-et-Monténégro) a connu une brutale contraction de son produit brut intérieur. Ainsi, selon Michel Drouet, « L'ampleur de la chute de la production au cours des années 1990 ne saurait donc conduire à l'idée, largement répandue lors du changement de régime, que "le fond" ayant été atteint, la mise en œuvre rapide des réformes propres à la transition, avec la réintégration dans l'économie mondiale après la levée des sanctions, allait nécessairement et rapidement déboucher sur une reprise durable et élevée de la croissance »²²⁰.

La chute de la production des années 1990 a été si forte qu'elle se ressent encore de nos jours. Les niveaux de production de 1989 ne sont toujours pas atteints plus de trente ans plus tard. Par ailleurs, durant les périodes de conflits, les réformes économiques se poursuivent dans un contexte qui permet aux profiteurs de guerres et de trafics en tout genre de prendre le contrôle des entreprises qui étaient autogérées. Cela a été rendu possible par la nature même de la propriété autogestionnaire. Celle-ci, selon la loi, « appartenait à tous et à personnes ».

Ainsi, pour privatiser, il a fallu paradoxalement d'abord nationaliser, ce qui a permis aux nouveaux pouvoirs dans les nouveaux pays devenus indépendants de mettre en place une captation des entreprises et ainsi renforcer les liens entre les pouvoirs politiques et les nouvelles « élites économiques ».

V – Du communisme au capitalisme : analyser l'interaction entre l'économique et le politique

Afin de cerner l'interaction entre les processus de recompositions nationales dans l'espace yougoslave à partir de 1989,

il est nécessaire de comprendre les processus de désintégration de la fédération yougoslave, non seulement sous l'angle de la création de nouveaux États-nations dans la région, mais aussi sous l'angle des interactions entre les politiques économiques qui ont été menées depuis le début des années 1990.

Ainsi, les transformations économiques mises en œuvre dans un premier temps par le programme de stabilisation macroéconomique au début du mois de janvier 1990 a largement précédé la dislocation de la fédération yougoslave. Pourtant, les liens visibles entre la stabilisation économique de cette époque et l'émergence des conflits, ou autrement dit entre les aspects économiques et les impacts politiques des transformations du système communiste sont pratiquement passés inaperçus dans le domaine de la recherche.

Le 1^{er} janvier 1990, le changement est en marche. Sous la direction des communistes réformateurs réunis autour d'Ante Marković, qui est alors à la tête du gouvernement fédéral, la Yougoslavie entame la transition vers l'économie de marché à l'instar de la Pologne. Le passage du système socialiste autogestionnaire au système capitaliste est alors en route et toutes les réformes qui vont dans ce sens sont mises en œuvre.

Cependant, au niveau des républiques, les nouvelles forces politiques vont essayer de « torpiller » les autorités fédérales. Freiner les réformes économiques ou bien s'y opposer devient dès lors un enjeu politique. Ceci est d'autant plus facile que la Ligue des communistes est divisée par républiques et que le gouvernement fédéral n'a pas les moyens d'imposer ses décisions au niveau local. L'affaiblissement de la fédération est donc apparu avant l'émergence du multipartisme. Dans ce contexte, un programme de stabilisation

²²⁰ M. Drouet, « Serbie : Quelle transition économique ? », in M. Morokvasic, N. Vukadinovic

(dir.), *Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro*, numéro spécial de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n° 1-2, 2004, p. 93.

macroéconomique s'imposait. La Yougoslavie en avait déjà connu quelques applications, mais les blocages des réformes furent à chaque fois trop forts.

Les républiques s'opposant de plus en plus systématiquement à un pouvoir fédéral central soupçonné de partialité, les questions politiques et nationales dominaient le débat politique dans un contexte de crise économique. Ont-elles fait échouer les réformes en cours ? La question mérite d'être posée, car la perte de la légitimité de l'État fédéral, tout comme la victoire au niveau des républiques de forces politiques anticommunistes lors des premières élections libres depuis la Seconde Guerre mondiale en 1991, montre clairement que les transitions politiques et économiques se mettaient en place au moment même où les structures de l'État se désintégraient.

Juan Linz et Alfred Stepan²²¹ expliquent que, dans un État multinational confronté à des tendances centrifuges, il est très important que les premières élections démocratiques soient d'abord organisées sur la totalité de son territoire. Dans le cas yougoslave, les premières élections libres n'ont pas eu lieu à l'échelle fédérale, mais à des dates différentes dans chacune des républiques, renforçant de la sorte la légitimité des élites républicaines et nationalistes, ainsi que l'émergence d'un grand nombre de partis ethniques.

Ces élections ont été l'occasion de revendiquer les intérêts de la majorité ethnique dans chaque république. La désintégration du centre, c'est-à-dire du

pouvoir fédéral, a mis en exergue les notions de nationalité, de citoyenneté et de peuple constitutif. L'État successeur se définissant comme celui de l'ethnie majoritaire, il relègue les autres citoyens au statut de minorité nationale.

Le débat sur l'importance de la prise en compte simultanée des réalités politiques et économiques a été relancé bien plus tard par le chef économiste de la Banque mondiale en 1999, Joseph Stiglitz. Ce dernier critique ce qu'il appelle le « consensus de Washington »²²² et explique qu'il aurait fallu que les réformes se fassent plus en douceur²²³. Au-delà de cette constatation ouvrant le débat entre « la thérapie de choc »²²⁴ et « le gradualisme »²²⁵ qui partagea de nombreux économistes au début des années 1990, il importe de comprendre le contexte dans lequel « le consensus de Washington » est apparu.

Le débat sur les trajectoires de la transition économique dès le début des années 1990 reposait sur deux grands courants (thérapie de choc et gradualisme). D'un côté, les économistes estimant que la « thérapie de choc » était la solution pour mener à bien les réformes. Parmi ceux-ci, Olivier Blanchard, Stanley Fichet, Rudiger Dornbush et Jeffrey Sachs. Pour ces économistes, les transformations économiques doivent déboucher sur une économie de marché et pour cela, il est nécessaire de mettre en œuvre rapidement et en même temps toutes les réformes, parmi lesquelles les privatisations constituent l'élément central du passage du système communiste au capitalisme. De

²²¹ J. Linz, A. Stepan, *Problems of democratic transition and consolidation: Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1996, 480 p.

²²² Le « consensus de Washington » est caractérisé par la nécessité de mettre en œuvre les réformes suivantes afin d'instaurer un cadre économique stabilisé : 1/ Discipline fiscale ; 2/ Réorientation des dépenses publiques ; 3/ Réforme fiscale ; 4/ Libéralisation financière ; 5/ Fixation d'un taux de change unique et compétitif ; 6/ Libéralisation du commerce extérieur ; 7/ Suppression des obstacles aux investissements directs étrangers ; 8/ Privatisation

des entreprises publiques ; 9/ Déréglementation de la concurrence ; 10/ Sécurisation des droits de propriété ». Cf. J. Williamson, *Latin American Adjustment : How much Happened?*, Washington D.C., Institute for International Economics, 1999, p. 21.

²²³ O. Blanchard, *Les leçons de la transition à l'Est*, Paris, Éditions économiques, 1999, p. 39.

²²⁴ Thérapie de choc : application simultanée de la stabilisation macroéconomique et des réformes de la transition économique.

²²⁵ Gradualisme : application par étapes espacées dans le temps des réformes de la transition économique.

Autre, les économistes prônant « le gradualisme » qui était présenté comme moins douloureux pour les populations et présentait des avantages dans la prise en compte des séquences dans la mise en œuvre des réformes.

La théorie économique néo-classique met en place l'institution du marché en tant que paradigme, qui a le mérite de résoudre l'ensemble des problèmes économiques. Cette théorie est fondée sur la rationalité individuelle, l'équilibre et les relations entre les marchés. Elle ne prend pas en considération la perception du temps par les acteurs. Cette analyse, qui développe un ensemble de théorèmes démontrant la supériorité de la libre entreprise et de la concurrence, est devenue « la théorie standard ». Observer les séquences et les phases de changements économiques et politiques sous le prisme de leurs articulations s'avère de ce fait nécessaire.

L'analyse du rapport du « temps politique » et du « temps économique » fait partie de ce travail. Il s'agit du temps imparti aux acteurs économiques (entreprises, entrepreneurs autogestionnaires et privés) et politiques ainsi que du temps nécessaire à la réalisation des réformes économiques. Il s'agit aussi du retard accumulé qu'il est difficile de rattraper. En effet, les termes de « retard de transition »²²⁶ ou de « transition bloquée »²²⁷ caractérisent aujourd'hui les pays issus de l'ex-Yougoslavie, excepté la Slovaquie.

²²⁶ Cette notion a été développée par Vladimir Goati.

²²⁷ Le terme de « transition bloquée » a été développé par le sociologue Mladen Lazic dans sa contribution au colloque portant sur *La réintégration de la Serbie*, Centre de Géostratégie, École Normale Supérieure, Paris, mars 2002.

²²⁸ B. Amable, *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil, 2005, 374 p. L'auteur

VI – Les trajectoires des transformations économiques dans l'espace post-yougoslave : vers quel modèle de capitalisme ?

Il s'avère nécessaire d'interroger aussi les mutations économiques plus récentes à travers l'émergence de nouvelles pratiques, en s'appuyant sur les modèles de capitalismes, selon Bruno Amable²²⁸. Ainsi, à partir de la matrice économique commune, il s'agit de comprendre l'évolution des modes de production. On assiste dans à une multiplicité des canaux de dépendances extérieures : économique, institutionnelle et politique.

En effet, il ne s'agit pas ici seulement d'une exposition à la dépendance du marché extérieur et des vulnérabilités qui peuvent s'en suivre, comme on a pu le voir lors de la crise de 2008. Il s'agit aussi d'une dépendance structurelle liée aux investissements directs étrangers, aux transferts financiers de la diaspora serbe, à l'assistance financière de l'aide internationale. La dépendance est aussi d'ordre institutionnel et politique puisque la plupart des réformes se font sous des impulsions venues de l'extérieur dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne. On peut dès lors poser la question de savoir si la sortie du communisme dans les Balkans occidentaux n'a pas donné lieu au développement d'un capitalisme dépendant²²⁹ ?

Nebojsa VUKADINOVIC

Enseignant à Sciences Po (Dijon),
Chercheur associé IRM-CMRP (Bordeaux)

distingue les modèles suivants de capitalisme : le modèle néolibéral, le modèle continental européen, le modèle social-démocrate, le modèle méditerranéen et le modèle asiatique.

²²⁹ É. Magnin, V. Delteil, J. Verceuil, « La dépendance dans les relations entre capitalismes nationaux : quelle portée analytique ? (Introduction au dossier « Capitalismes dépendants »), *Revue de la régulation*, 2018, <https://journals.openedition.org/regulation/13338>.